



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE LA PRESTATION INTELLECTUELLE

Mission d'assistance à Maitrise d'ouvrage pour la mise en œuvre d'une stratégie d'économie circulaire pour le réaménagement du bâtiment A

2025SERVP00004

Toulouse INP
Plateforme Hydrogène
6 allée Emile Monso
BP 34038
31029 TOULOUSE CEDEX 4

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 – Eléments de contexte	3
1.3 – Contenu de la prestation.....	3
➤ Phase 1 : Réalisation d'un diagnostic PEMD	3
➤ Phase 2 – Elaboration et mise en œuvre de stratégie d'économie circulaire du projet.....	3
➤ Phase 3 – Bilan de stratégie d'économie circulaire du projet.....	3
1.4 – Procédure de passation.....	3
1.5 - Décomposition du contrat.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 – Intervenants.....	4
3.1 – Maître d'ouvrage.....	4
3.2 - Sous-traitance	4
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
5 - Protection des données à caractère personnel.....	4
6 - Durée et délais d'exécution	5
6.1 - Durée contractuelle.....	5
6.2 - Délai d'exécution.....	5
7 - Prix.....	5
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
7.2 - Modalités de variation des prix	5
7.3 - Modalités de révision des prix.....	5
8 - Garanties Financières	6
9 - Avance.....	6
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	6
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	7
10 - Modalités de règlement des comptes.....	7
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
10.3 - Délai global de paiement	7
10.4 - Paiement des cotraitants	7
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	8
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
12 - Admission des prestations	8
12.1 - Présentation des livrables	8
12.2 - Modifications techniques.....	8
12.3 – Acceptation des livrables	8
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	8
14 – Pénalités	8
14.1 - Pénalités de retard dans le délai d'exécution global.....	9
15 - Assurances.....	9
16 - Résiliation du contrat.....	9
16.1 - Conditions de résiliation.....	9
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	9
17 - Règlement des litiges et langues.....	10
18 - Dérogations.....	10

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

La mission d'assistance à Maitrise d'ouvrage pour la mise en œuvre d'une stratégie d'économie circulaire pour le réaménagement du bâtiment A

Le marché a pour objet une mission d'assistance à Maitrise d'ouvrage pour la mise en œuvre d'une **stratégie d'économie circulaire pour l'opération**.

Cette mission a pour objectif de traduire une démarche volontaire du Maitre d'ouvrage au-delà des obligations réglementaires afin d'initier une réflexion sur l'économie circulaire à l'échelle d'un projet de réaménagement.

Le présent marché comporte les prestations suivantes :

- **Phase 1** - Réalisation d'un diagnostic PEMD
- **Phase 2** – Elaboration et mise en œuvre de stratégie d'économie circulaire du projet
- **Phase 3** – Bilan de stratégie d'économie circulaire du projet

1.2 – Eléments de contexte

Le projet concerne le regroupement des services dans le bâtiment A sur le Campus de Toulouse/Labège au 6, allée Emile MONSO, 31400 Toulouse.

Les détails des éléments de contexte sont décrits dans l'article 1 du CCTP.

1.3 – Contenu de la prestation

- **Phase 1 : Réalisation d'un diagnostic PEMD**

Les détails des prestations attendues pour la phase 1 sont détaillées à l'article 3.1 du CCTP.

- **Phase 2 – Elaboration et mise en œuvre de stratégie d'économie circulaire du projet**

Les détails des prestations attendues pour la phase 2 sont détaillées à l'article 3.2 du CCTP.

- **Phase 3 – Bilan de stratégie d'économie circulaire du projet**

Les détails des prestations attendues pour la phase 3 sont détaillées à l'article 3.3 du CCTP.

1.4 – Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée, prévue à l'article L2123-1 du Code de la commande publique.

1.5 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le mémoire technique
- Offre financière du titulaire

3 – Intervenants

3.1 – Maitre d'ouvrage

Pouvoir adjudicateur : Toulouse INP

Représentant du pouvoir adjudicateur : Présidente de Toulouse INP

Comptable assignataire des paiements : Monsieur l'agent comptable de Toulouse INP

Service des achats et des marchés chargés du suivi administratif du marché

Suivi technique et financier du marché : Service Patrimoine et Immobilier

3.2 - Sous-traitance

Les tâches essentielles effectuées exclusivement par le titulaire sont :

La mission d'assistance à Maitrise d'ouvrage pour **la mise en œuvre d'une stratégie d'économie circulaire pour le réaménagement du bâtiment A** demandée devra être réalisée par le titulaire du marché.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée contractuelle

Le délai contractuel commence à compter de la notification du marché au titulaire.

Le présent contrat de la prestation est conclu pour une durée de 24 mois à compter de la notification du marché.

6.2 - Délai d'exécution

L'ensemble des prestations devra être réalisé dans les délais impartis, conformément à ce qui est décrit à l'article 1.5 du CCTP.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

La mission sera terminée à l'issue de l'acceptation du bilan de la phase 3 décrite dans le CCTP.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2 - Modalités de variation des prix

Le prix du marché est révisable.

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

7.3 - Modalités de révision des prix

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

Le prix du marché peut être révisé annuellement, à compter de la date anniversaire d'entrée en vigueur du marché, par application aux prix d'un coefficient C_n donné par les formules suivantes :

$$C_n = 15 + 85 [I(n)/I(0)]$$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- $I(n)$: valeur de l'index de référence au trimestre n .
- $I(0)$: valeur de l'index de référence au trimestre zéro.

La valeur de l'indice " n " retenue pour le calcul de chaque révision périodique est la valeur correspondant au trimestre 1 de l'année au cours de laquelle la révision sera appliquée (trimestre 2 de l'année 2026 pour la révision des prix pour la première date anniversaire en 2026).

La valeur de l'indice " 0 " retenue est la valeur correspondant au trimestre 2 de l'année pendant laquelle le marché est notifié (trimestre 2 de 2025 si le marché est notifié en 2025).

Les prix ainsi révisés s'appliquent à compter de l'entrée en vigueur de la nouvelle période et sont invariables durant cette période.

S'il souhaite obtenir une révision de ses prix, le titulaire doit notifier au service des marchés (marches@inptoulouse.fr - mettre en objet du courriel "Marché 2025SERVP00004 - Nom du marché - Révision des prix") et au responsable de site les prix révisés du marché, avant l'entrée en vigueur de la nouvelle période permettant l'application desdits prix révisés, et lorsque tous les indices de référence sont publiés. Cette révision, le cas échéant corrigée par le service des marchés, est définitive. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence à utiliser est l'index suivant : ING - Ingénierie - Base 2010.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG – Prestations intellectuelles.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 20,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

A ce titre, et conformément au paragraphe 11.6.1 de l'article, les demandes de paiement, hors avance le cas échéant, et hors acomptes prévus par le présent document, ne peuvent être remises qu'à l'admission définitive des fournitures ou services correspondants, dûment notifiée au titulaire.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19311381800127

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse de la prestation :

Toulouse INP
BAT A
6 allée Emile Monso
BP 34038
31029 TOULOUSE CEDEX 4

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

12 - Admission des prestations

12.1 - Présentation des livrables

Les documents sont remis par le Titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur ou son interlocuteur responsable du projet, pour vérification et réception.

12.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

12.3 – Acceptation des livrables

La validation des livrables sera établie par le responsable du projet par voie électronique.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.1 - Pénalités de retard dans le délai d'exécution global

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/3000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations intellectuelles
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations intellectuelles